

N° 5269¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI**relatif au réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(16.3.2004)

Le projet de loi susmentionné a été transmis pour avis au Conseil d'Etat par une dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, en date du 2 février 2004.

Le projet, élaboré par la ministre des Travaux publics, était accompagné d'un exposé des motifs comprenant les plans concernant les travaux de construction projetés et une estimation des dépenses y relatives ainsi que la fiche financière prévue à l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

L'autorisation légale demandée est exigée en conformité avec l'article 99 de la Constitution.

*

Le projet de loi sous avis a pour objet la modification et le réaménagement de l'échangeur et du viaduc de Helfenterbruck qui comprendront quatre lots de travaux. Ces travaux se sont avérés nécessaires pour garantir la sécurité du trafic routier, les bretelles d'entrée et de sortie de l'échangeur étant trop courtes.

Le prolongement des voies d'accélération et de décélération entraîne l'élargissement du viaduc, travaux qui n'empêchent pas un trafic normal sur l'autoroute. Aux fins d'augmenter la capacité de l'échangeur actuel, il est prévu de réaliser un passage inférieur sous l'autoroute et l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection de la route de Longwy et la RN 34 supprimant ainsi les feux rouges actuellement en place.

Enfin, tous ces aménagements nécessitent le déplacement de la conduite d'eau SEBES.

*

Le programme des travaux, comprenant le déplacement de la conduite d'eau SEBES, la modification de l'échangeur, l'élargissement et la réfection du viaduc et l'aménagement d'un carrefour giratoire à l'intersection de la RN 34, prévoit une dépense totale y relative de 31.800.000.- euros, sans préjudice des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à son achèvement. Il est évident qu'un dépassement de ce montant doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation par le législateur.

Afin de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire aussi récente que possible, le Conseil d'Etat recommande de remplacer le montant des dépenses prévu dans le texte gouvernemental par celui qui correspond à la dernière valeur connue de l'indice semestriel des prix de la construction au moment du vote de la loi. Il peut d'ores et déjà marquer son accord avec la modification du texte à intervenir à cet égard.

Les dépenses prévues sont imputables sur les crédits du Fonds des routes.

*

Compte tenu des considérations ci-avant et de la nécessité de garantir la sécurité du trafic routier, le Conseil d'Etat marque son accord avec le projet de loi dont le texte ne donne lieu à observation, sauf qu'il y a lieu de lire l'intitulé comme suit:

„Projet de loi relative au réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck“.

Quant à l'article 2, hormis l'observation concernant le remplacement de la référence à l'indice des prix de la construction par la dernière valeur connue au moment de l'approbation du législateur et l'adaptation concomitante du montant des dépenses, il faudrait lire „indice semestriel des prix de la construction ...“.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 16 mars 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES